

## **Rapport d'Evaluation**

# **« Approche communautaire » Programme DGD 17-21 de Congodorpen**

**Missions d'évaluation de juin et septembre 2018**

**Par drs. M. Waals - 2018**

# Table des matières

- Acronymes
- Résumé exécutive
  
- 1. Introduction
- 2. Contexte et objectifs de l'évaluation
- 3. Méthodologie et déroulement
- 4. Analyse globale
  - a. Pertinence
  - b. Cohérence
  - c. Efficience (doelmatigheid)
  - d. Efficacité (doeltreffendheid)
  - e. Durabilité
  - f. Impact
  - g. Axes Transversaux
    - Gender
    - Environnement
    -
- 5. Conclusion
- 6. Recommandations :
  - a. Aux ACNG du programme commun
  - b. A Congodorpen
  - c. Aux Partenaires locaux
- 7. Personnes rencontrées lors des missions
  
- Annexes :
  1. Termes de référence des missions
  2. Convention de collaboration
  3. Personnes rencontrées
  4. Questionnaire aux membres des Codesa, Copa, CLD...
  5. Structures d'organisation de CLD Codesa Copa....
  6. Rapport des rencontres individuelles avec des membres des CLD, CODESA, COPA, PEIG et SM de Proyaka et de l'AS de Boto
  7. Analyse SWOT par l'équipe Proyaka
  8. Analyse Swot par les membres des CLD, CODES, COPA réunis à Bukanga-Lonzo
  9. Rapport de la réunion entre l'équipe de Proyaka et CD sur le fonctionnement de la mutuelle
  10. Rapport de l'atelier CD/CDI à Bwamanda
  11. Rapport de l'atelier CD/CDI/CONAPAC sur la création de la FEDASU à Gemena
  12. Impressions par vidéo.
  13. Photos

## ACRONYMES

AGR	Activités génératrice de revenu
AS	Aire de Santé
BAC	Centre Afrique Belgique
CA	Conseil d'Administration
CD	Congodorpen
CDI	Centre de développement intégral
CLD	Comité local de développement
CODESA	Comité de santé
COPA	Comité de parents
CRDI	Centre rural de développement intégré
CRS	Centre de Santé de référence
CS	Centre de Santé
CTB	Coopération Technique Belge (maintenant Enabel)
CTM	Centre Totombola Mboka
DGD	Directorat Général de développement
FONCABA	Ong belge pour la formation des cadres africains
HGR	Hôpital général de référence
IT	Infirmier titulaire
MCZ	Médecin chef de zone
OP	organisation paysanne
PBF	Performance based financing, financement basé sur la performance
PEIG	Petites entreprises et initiatives
PL	Partenaire local
SM	Service de Mutuelle de Santé
ZS	Zone de Santé
ZSR	Zone de Santé Rurale

## RESUME EXECUTIF

A travers la visite et contacts dans les quatre projets du programme de Congodorpen, faisant partie de l'ensemble du programme "ENSEMBLE AVANCONS", présenté par Congodorpen, Foncaba, Bac et Rotary auprès de la DGD, il est devenu clair que l'aspect de la dynamique communautaire, constitue une base réelle pour promouvoir un développement durable. Après des échecs des projets et programmes « top-down », sans la moindre implication et/ou (co)responsabilité de la part de la population « bénéficiaire », il est évident que cette approche est embrassé par une partie de la population qui comprend l'importance d'une autodétermination et le développement des initiatives à partir de la base par des groupes solidaires.

Bien que beaucoup plus laborieux, incertain et plein de pièges pour retomber dans les approches de « l'assistentialisme » et l'approche de « la main tendue », la promotion de la dynamique communautaire est la seule voie d'assurer un développement qui n'est pas seulement « intégral » mais aussi et surtout « intégré » ( dans le sens d'appropriation et intériorisation des acquis).

Les obstacles ne manquent pas; des exemples des projets qui sont parachutés d'en haut mais sans le moindre souci de la continuité et l'appropriation par la population cible, la mentalité de la main tendue et attentisme aux appuis des « noko », l'idéologie égalitariste, la jalousie, même des tentatives de destruction des initiatives. Il est également évident qu'au fur et à mesure que les différents comités gagnent en qualité et force, une « confrontation » avec des prestataires de service médicale, enseignants, voir responsables administratifs et politiques est à prévoir. Cela montre précisément la force et l'influence de ces groupes comme initiatives de la société civile. Par des formations et techniques de lobbying et plaidoyer cette confrontation peut être canalisée.

Au moins trois des quatre projets dans le programme CD ont une histoire « lourde ». Ceci par l'phénomène d'un appui extérieur très important dans le passé (par les différents programmes mis sur pied par le CDI-Bwamanda). La crainte que cet apport massif du passé, risquait de « paralyser » la population concerné. Cette évaluation démontre néanmoins qu'au moins une partie de la population comprend qu'il n'y a plus de sens d'attendre. Cela est positif et un élément clef pour la réussite des objectifs des programmes. En plus cela donne la possibilité de se baser déjà sur certaines compétences (cfr. CRDI) et de pouvoir bénéficier de certaines infrastructures pour accélérer le processus du développement (une fois les nuages du passé écartées).

Dans la mise en œuvre du programme, il faut néanmoins tenir compte du fait (sociologique) qu'il est quasi impossible d'emmener toute la population au même rythme dans ce processus. En plus qu'un pourcentage variable (entre 10 et 60 % selon les différents interlocuteurs), sont (déjà) sensibilisés dans cette approche, il est nécessaire de travailler en premier lieu via des « guides », « cascadeurs », « pionniers ». Des personnes qui, à travers leur compétence de convaincre leur entourage mais qui, surtout à partir de leurs initiatives et capacité de motiver d'autres, sont des exemples et éclaireurs.

L'impression dans les quatre projets confirme que ces « modèles » sont un moyen par excellence de montrer le chemin et des exemples disent beaucoup plus que des présentations théoriques.

Cela souligne en même temps le rôle très délicat des membres de l'équipe CD sur place. Bien que, en général leur aide et formations sont appréciées, on doit veiller de garder l'équilibre juste entre forces endogènes et appui, complémentaire, exogène. Encore plus important que les membres de l'équipe CD développent un style de leadership, sur base de transparence, égalité, partage et solidarité, tout en montrant une valeur-ajoutée et orientation claire et cohérente dans le parcours à suivre.

Dans cette perspective, il a lieu de promouvoir la collaboration entre les différents PL (P.e. en matière de la comptabilité et échanges de « good expériences », formations croisées animé par des experts locaux (p.e. Inades ou sur l'esprit entrepreneurial, la commercialisation des produits .....

Dans le processus global du changement des mentalités, attitudes et comportements auprès de la population concernée, la mission a confirmée que les volontaires des différentes organisations d'inspiration religieuse (catéchistes/ animateurs, bakambi, membres CEV, bilenge ya Mwindi, Légionnaires de Marie .....) ont un rôle très important à jouer. De même, les contacts avec des autorités (traditionnelles) et d'autres personnes influentes sont d'une importance crucial pour la réussite et la durabilité.

Il est souhaitable que le programme CD puisse encourager des contacts réciproques , des collaborations en assurant p.e. des formations et suivi.

## 1. Introduction

Il est demandé par le Conseil d'Administration de Congodorpen de faire une évaluation de l'aspect « participation communautaire » comme pierre angulaire de la réalisation du programme quinquennal « ensemble, avançons ! » du consortium Congodorpen, KBA-Foncaba, BAC et Rotary<sup>1</sup>. Cette mission a été confiée à Marti Waals, tenant compte de son expérience dans les projets de développement dans les différentes parties de la RDC, particulièrement sur l'aspect du développement de la société civile.

Bien que l'objectif des missions était concentrée sur l'aspect de la participation communautaire, comme pierre angulaire de la réussite des objectifs du programme quinquennal, les autres aspects comme la pertinence de l'intervention, sa cohérence, l'efficacité, l'impact, les thèmes transversaux et surtout la durabilité étaient également pris en considération.

Afin de préparer cette évaluation, plusieurs réunions ont eu lieu en Belgique avec Herman Van Loon, président de Congodorpen, le coordinateur a.i. Kim Leemput et le coordinateur en RDC Jean-Marie Pululu. Une convention de collaboration, un ordre de mission et une invitation sont préparées. Egalement des documents divers (programme quinquennal, rapport annuel, rapports de mission, ainsi que des documents sur l'approche d'Infi-logistics) sont remis. Afin de faciliter des contacts avec les différentes structures communautaires, un questionnaire était préparé (à actualiser le cas échéant sur place en fonction des structures existantes en différentes catégories (CLD, COPA, PO...)).

Il était prévu de diviser cette évaluation en deux parties: première mission juin-juillet 2018 avec des visites à Popokabaka et Mooto et une deuxième mission au mois de septembre à Boto et Yakoma. Tenant compte d'épidémie d'Ebola dans la région de Bikoro-Mbandaka, il était décidé d'intégrer Boto pendant la première mission afin de visiter Mooto pendant la deuxième mission.

Cette évaluation fait partie de la volonté du CA de CD de suivre, par le regard d'un consultant extérieur mais expérimentée dans la matière, l'évolution de ce programme, de très près. Ce programme qui se base réellement sur l'autodétermination par les populations concernées et, dans ce sens conceptuel, relativement unique.

---

<sup>1</sup> Voir TDR dans les annexes

## 2. Contexte et objectifs de l'évaluation

En ce qui concerne le contexte de l'intervention nous nous référons à la description fait dans le rapport évaluation à mi-parcours DGD 2014-2016 "appui à un accès de qualité aux services de base"<sup>2</sup>. Le contexte historique des quatre régions d'intervention du programme CD à travers quatre partenaires locaux reste le même. Il s'agit de:

- PROYAKA: dans 4 aires de santé dans la ZS de Popokabaka. (Bandundu)
- CDI BWAMANDA dans 5 aires de santé dans la région Boto (Sud Ubangi)
- ADINE dans 5 aires de santé dans la région de Yakoma (Nord Ubangi) et
- Centre Totombola Mboka (CTM) à Mooto ( Equateur) avec 5 aires de santé

Le programme 2017 -2021 de CD couvre 3 objectifs spécifiques suivants :

### 1. **Objectif spécifique 1 : Les populations de zones d'intervention ont accès à des services de base de qualité, prioritairement la santé** avec les résultats suivants :

- Identification des structures de concertation

Une cartographie de la zone d'intervention a été faite au niveau de chaque partenaire, reprenant pour chaque aire de santé : la population par sexe et par village, les différentes écoles et leur population scolaire par sexe, les différentes OP par village et leurs membres par sexe, les différentes micros entreprises avec leurs activités, les différentes structures de concertation en l'occurrence les comités de parents, les comités de développement de l'aire de santé, ...

Ces différentes structures ont été groupées pour constituer le comité local de développement (CLD) ou le comité rural de développement intégré (CRDI) de l'aire de santé.

- Sensibilisation et formation

Tous les membres des CLD / CRDI sont sensibilisés par la technique des focus group sur l'approche Bottom up et le rôle qu'ils doivent jouer dans l'autopromotion et l'auto développement de leur communauté. Les membres du comité exécutif de chaque CLD / CRDI sont formés sur la formulation des microprojets.

- Appui aux initiatives communautaires

Des initiatives communautaires en matière d'entretien de route et d'alphabétisation sont appuyées.

- Des foyers d'alphabétisation ont été identifiés dans chaque aire de santé, soit 19 au total.

---

<sup>2</sup> Vancutsem Stéphane et Tshibanda Jean Marie Rapport final de l'évaluation à mi-parcours du programme DGD 2014 \_2016 COTA Asbl Bruxelles Juin 2016.

b. La qualité des soins de santé est améliorée, grâce au développement des capacités (institutionnelles, organisationnelles et individuelles) des structures et des organisations actives dans ce domaine

Pour améliorer la qualité des soins les axes suivants ont été ciblés :

- Formation en gestion des CS
- Réhabilitation des infrastructures sanitaires (CS) et la dotation en équipement de qualité.
- Disponibilité et pérennisation des médicaments

En vue de rendre disponible les médicaments et de pérenniser sa gestion, une coopérative des CODESA dénommée Infi-logistics a été créée. Cette coopérative permet veiller sur le cycle d'approvisionnement des médicaments. L'objet principal est d'assurer le transport des médicaments de la CDR à la formation sanitaire et de veiller au recyclage continu des médicaments.

c. L'accessibilité des soins est améliorée, grâce à des mécanismes financiers équitables et durables

Ceci surtout par le développement des mutuelles de santé à base.

## **2. Objectif spécifiques 2 : Les bénéficiaires (hommes, femmes, enfants) augmentent leurs revenus durablement, par l'utilisation du potentiel agricole et d'élevage, afin d'améliorer l'accès aux services de base, prioritairement à la santé**

a. La structuration des communautés autour des initiatives socio-économiques est renforcée, au sein des communautés

Constitution des comités locaux de développement (CLD) ou comité rural de développement intégré (CRDI) au niveau de chaque aire de santé, chargé de coordonner les initiatives socioéconomiques dans l'aire de santé.

Le CLD / CRDI est constitué de manière démocratique et représentative des différents groupes d'intérêts dans les domaines d'intervention du programme : santé (CODESA, Mutuelle de santé, ...), éducation (comité des parents, centre d'alphabétisation, ...), économie (organisation paysanne, ...) et des villages de l'aire de santé, des groupes sociaux majoritaires et minoritaires.

Chaque CLD / CRDI comprend une assemblée générale (plus ou moins 30 délégués) et un comité exécutif (6 à 10 membres).

Le processus d'augmentation de revenu par le développement agricole et la micro-entreprénariat sont des initiatives venues de la communauté et validées par le comité local de développement, ou des projets isolés, négociés avec le PL.



Pour le programme 2017 – 2021, la structuration prend en compte tous les acteurs des domaines d'intervention de manière intégrée, notamment : la santé, l'éducation et l'agriculture.

Le modèle d'organisation proposée est le suivant :

Ainsi, chaque aire de santé dispose d'un Comité local de développement (CLD) ou comité rural de développement intégré (CRDI) qui est une émanation du comité de santé (CODESA), des délégués de tous les comités de parents (COPA) des écoles et centre d'alphabétisation fonctionnant dans l'aire de santé et des délégués de toutes les organisations paysannes (OP) et petits entrepreneurs fonctionnant dans l'aire de santé . Ces différents organisations sont à leur tour composée des ménages de l'aire de santé et travaillent pour la défense des intérêts des ménages qu'ils représentent.

La représentativité et la démocratie sont des règles d'or de chaque CLD / CRDI.

b. Les capacités des ménages sont renforcés pour développer des initiatives socio-économiques durables, inclusives et respectant l'environnement.

Entre autres éléments évoqués se trouvaient les critères d'éligibilité des projets communautaires et individuels

- Pertinence : objet adapté à la réalité locale ou répond au problème ressenti
- Cohérence : les solutions proposées sont en alignement avec la politique nationale ou locale
- Efficience : atteint l'objectif à des coûts raisonnables, sans gaspillage
- Faisabilité : moyens financiers, matériels disponibles
- Impact : effet positif du projet sur la vie des bénéficiaires
- Durabilité : les résultats durent dans le temps

### **3. Objectif spécifique 3 : La société civile participe activement à l'amélioration de la Gouvernance à tous les niveaux politiques et à l'amélioration du respect des droits des femmes et des hommes**

a. Les compétences des partenaires locaux d'ACNG demandeurs sont améliorées sur le plan institutionnel, administratif et financier et leur capacité d'acteur de développement performant et reconnu est renforcée.

b. La société civile de la santé est structurée et est actrice dans le dialogue institutionnel et non institutionnel sur la santé, au niveau local, provincial et national.

c. Les leaders de groupes de base et les communautés participent activement dans les espaces d'expression et de concertation sur les droits humains<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Sources; Document de base, programme Consortium DGD 2017-2021 et Rapport Annuel CD 2017

### 3. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA MISSION.

La méthodologie utilisée se base sur les TDR (voir en annexe). Comme base méthodologique est choisie, en plus d'un étude des documents de base , pour une approche participative par des entretiens (en Belgique) avec le président et certains membres du CA ainsi que du coordinateur du programme au Congo. Après ces contacts et le briefing avant la première mission (Juin), entre les deux missions et sur base d'un rapport intermédiaire) un débriefing avec le président du Ca et coordinateur a.i. ainsi qu'un débriefing à a fin de la deuxième mission (septembre) en plus des contacts avec le président et coordinatrice a.i; lors d'une réunion du CA.

Au Congo, avec chaque partenaire, un briefing était organisé en début des rencontres (expliquant les objectifs de la mission et invitant à des dialogues ouverts). A la fin de chaque visite un débriefing avec tous les partenaires concernées était organisé, pendant lequel des impressions et recommandations étaient partagées. Ainsi le programme comprenait des entretiens et échanges réguliers avec les membres de l'équipe CD; coordinateur du programme au CD, responsable administratif et financier et responsable agricole. Au niveau des partenaires des entretiens profonds avec les différents responsables (au niveau des différents CA des PL ) comme au niveau exécutive directeurs/coordonateurs des PL, responsables administratifs/financiers et animateurs des différents PL (au niveau des différents objectifs superviseurs de santé, mutuelle, alphabétisation, agricoles...).Ceci par des entrevues semi-structurées. A ce propos un questionnaire préparé à l'avance servait comme guide et point de repère d'objectivité, mais pourrait être adapté selon les circonstances et situation/problématique spécifique. Aux responsables et animateurs de Proyaka<sup>4</sup> et aux autres endroits il est demandé en plus de faire une auto évaluation en entament un dialogue sur une présentation SWOT de leurs activités et perspectives.

Afin de garantir une certaine objectivité, et de promouvoir un "sector wide approach", des entretiens sont organisés avec des personnes responsables d'autres ong et organisations (comme p.e. le directeur de Caritas Popokabaka et responsable Caritas Mbandaka Bikoro, l'équipe de la zone de santé de Bikoro ). Egalement des audiences sont organisées avec des autorités ecclésiastiques (Mgr Fridolin Ambongo; archevêque de Mbandaka Bikoro, Mgr Dominique Bulamatari, évêque de Molegbe et Mgr Louis Kinga , évêque de Popokabaka), comme des entretiens avec des prêtres , curés, économiste, coordinateurs de l'enseignement des différentes paroisses des régions visitées ( à Mooto, Yakoma, Kota-Koli, Gbadolite, Molegbe, Gemena et Bwamanda ). A Gemena, lors du démarrage de la fédération des paysans du Sud Ubangi, plusieurs contacts avec le Ministre de l'Agriculture et son collègue de la Promotion de la femme/Genre et l'administrateur du territoire à Bikoro, ont présenté une impression sur les points de vue des autorités civiles régionales/provinciales des perspectives d'un développement endogène.

Observation directe. La part du lion de l'évaluation était néanmoins réservée aux visites sur le terrain, aux observations de la dynamique communautaire, l'éclosion des initiatives communautaires, la participation à plusieurs réunions des différents organisations locales ( réunions des CLD, CRDI ,OP, COPA .... . En plus le programme comprenait la participation à des journées de réflexion des membres des différents comités sur (les résultats et les défis du) programme , la participation aux cours

---

<sup>4</sup> Voir présentations analyse SWOT de Proyaka en annexe

d'alphabétisation et à des réunions des catéchistes/animateurs ainsi que des visites aux initiatives communautaires (champs communautaires, étangs, réhabilitation des CS et des écoles, entretien des routes, atelier de démarrage de la fédération des paysans du Sud Ubangi (Fedasu), etc.). Lors de ces différentes visites et la participation aux différentes réunions l'évaluateur a eu l'occasion de s'entretenir longuement avec les bénéficiaires du programme, ainsi que des membres de la population qui ne participant pas, de s'imprégner du déroulement des différentes réunions, le choix des sujets, les décisions/engagements prises, les préoccupations/satisfaction/déception des participants etc.<sup>5</sup>.

Les résultats de ces différents rencontres sont décrits en deux rapports intermédiaires internes, sous forme des rapports journaliers, qui détaillent les différents constats (objectifs et subjectifs). Ceci dans le but de brosse, devant les membres du CA ainsi que la direction de CD, un tableau le plus complet de la situation que possible, mettant des fondations solides pour la formulations des recommandations et offrant ainsi la possibilité de (ré)orienter certaines activités de façon informée.

Ce rapport se limite aux entretiens, conclusions et recommandations les plus importants, liés à la réalisation des objectifs mentionnés plus haut.

Comme dit dans l'introduction cette évaluation était organisée par deux missions avec le déroulement général comme suit:

Première mission :

16-17 juin	Vol Bruxelles Kinshasa
18 juin	Kinshasa Rencontre membres CD
19 juin	Kinshasa Rencontres membres CD, Mooto.
20 juin	Kinshasa Rencontre membres direction Proyaka
21 juin	Voyage Kinshasa – Kwango (Bokonga Lonzo)
22 juin	Bokonga Lonzo. Rencontre animateurs Proyaka.
23 juin	Débriefing et voyage Bokonga Lonzo – Kinshasa
24 juin	Kinshasa rapport
25 juin	Kinshasa réunion bureau CD
26 juin	Kinshasa, rencontre Messieurs, directeur Caritas Popokabaka
27 juin	Voyage Kinshasa Gemena-Bwamanda
28 juin	Visite sur le terrain Isabe - Mombese
29 juin	Bwamanda rencontre direction CDI-Bwamanda,
30 juin	Bwamanda autres rencontres
1 juillet	Voyage Bwamanda- Gemena
2 juillet	Atelier agri-forum

---

<sup>5</sup> Un point positif dans ces contacts était le fait que l'évaluateur, maîtrise bien la langue nationale commune (lingala) commune et connaît par son expérience de six ans comme volontaire au CDI-Bwamanda et son expérience de 28 ans au service de MEMISA, avec plus que 100 missions au Congo bien le contexte socio-économique et culturel.

3 juillet	Idem plus autres rencontres
4 juillet	Débriefing avec équipe CD et voyage Gemena Kinshasa
5 juillet	Rapport voyage Kinshasa Bruxelles
6 juillet	Arrivée à Bruxelles

Deuxième mission :

4 septembre	Voyage Addis Abeba Kinshasa
5 septembre	Rencontre Mgr Bulamatari
6 septembre	Voyage Kinshasa - Gbadolite, entretiens à Gbadolite
7 septembre	Voyage Gbadolite – Yakoma
8 septembre	Rencontre président CA Adine entretiens membres équipe Adine
9 septembre	Visite terrain , réunion CRDI
10 septembre	Rapport, atelier sur la dynamique communautaire
11 septembre	Réunion mutuelle, visite sur le terrain. Débriefing président CA et équipe Adine
12 septembre	Voyage Yakoma Gbadolite avec contacts à Kota Koli
13 septembre	Réunion catéchistes Gbadolite voyage Gbadolite Kinshasa
14 septembre	Kinshasa Rapport
15 septembre	Voyage Kinshasa Mbandaka
16 septembre	Voyage Mbandaka Mooto rencontre président CA CTM
17 septembre	Réunion CA CTM
18 septembre	Réunion CLD, cours d’alphabétisation
19 septembre	Visite sur le terrain Botende réunion CLD , visite CS
20 septembre	Rencontre curé animateurs CTM, chef de village...
21 septembre	Entretien Edouard Ngandu , rapport
22 septembre	Bikoro rencontre administrateur et équipe Zone de Santé. Visite sur le terrain CS et réunion CLD.
23 septembre	Débriefing avec équipe CTM et CD Voyage Mooto-Mbandaka.
24 septembre	Rencontre président CA CTM
25 septembre	Rapport et entretien responsable Caritas.
26 septembre	Voyage Mbandaka – Kinshasa
27 septembre	Rapport
28 septembre	Voyage Kinshasa Bruxelles.

A cet endroit je tiens à remercier les membres de l’équipe CD pour l’appui pendant ces missions. Un appui à différents niveaux, (logistique, d’accompagnement (même dans une clinique après avoir piqué une crise de malaria)), mais surtout pour des échanges ouverts et “francs”. Ce sentiment va également aux partenaires et membres des équipes de Proyaka, CDI-Bwamanda, Adine et CTM. Surtout confronté au défi de promouvoir un développement durable intégral et “intégré” pour être avec la population concernée, il n’est pas évident de s’orienter sur cette route, vers un avenir incertain. Personne peut se prôner de connaître exactement le chemin et ainsi, ce n’est que par un échange et partage ouvert, sur base d’égalité, qu’on pourrait (ré)orienter le cap et indiquer, comme des guides encourageants, le parcours à suivre. Merci à tous pour leur participation à cette réflexion sans fin !

#### **4. ANALYSE GLOBALE (Pertinence, cohérence, efficacité, efficience, durabilité, impact, axes transversaux).**

Bien que l'objectif de cette évaluation et des deux missions sur le terrain fussent focalisé sur l'aspect de la dynamique communautaire et que ce rapport ne veut nullement se présenter comme une analyse de tous les aspects et critères utilisés dans une évaluation globale du programme, il y a lieu de mentionner de façon succinct, certains constats par rapport aux critères mentionnés.

##### **a. PERTINENCE**

Le programme est et reste de manière générale par rapport aux contextes spécifiques des régions ciblées (Kwango, Nord et Sud Ubangi, Equateur). Il s'agit d'un appui à des services précaires (surtout le service médical et service d'enseignement, mais également l'encadrement du service de l'agriculture (maladies, problèmes d'écoulement des produits)). Avec comme indicateurs un faible accès aux soins de qualité, manque de formation, encadrement/supervision de qualité des prestataires de services, la situation socio-économique critique pour la quasi-totalité des familles, un faible taux déscolarisation (surtout pour les filles) et pourcentage d'analphabétisme élevé, dégradation des infrastructures (surtout les routes) d'où des problèmes d'écoulement et commercialisation des produits agricoles, mais également les bâtiments (CS, CSR, écoles). L'irrégularité et qualité insuffisante des supervisions médicales, la quasi inexistence des structures (communautaires) d'assurance maladies, d'appui au système scolaire ainsi que d'encadrement agricoles, se font sentir par une moindre fréquentation des serves médicales, un taux très élevé (jusqu'à 30 %) des factures impayées au niveau des soins primaires, un recours à l'automédication et/ou pratiques des charlatans, une ignorance et manque de perspectives pour la future génération ainsi qu'une chute des revenus pour la source la plus importante des revenus habituelle ; l'agriculture. Comme l'encadrement par les services d'Etat laisse à désirer, il y a un manque criant des structures d'organisation (communautaire) et l'éclosion d'une société civile forte qui vise de créer, à partir de la base et la solidarité communautaire, une société qui prend des initiatives pour un avenir plus sain et prospère.

En ce qui concerne le volet santé, l'organisation de différentes activités à partir de la limitation des Aires de Santé (AS) est assez originale et donne la possibilité des activités ciblées. Pas seulement au niveau d'une meilleure organisation et performance des soins curatifs (par des activités pointues de réhabilitation des infrastructures, une amélioration de la régularité et la qualité des services des prestataires, mais aussi et surtout sur le point d'une implication par les communautés concernées et une participation active de la part de la communauté à la gestion, le fonctionnement et la viabilité de *leurs* CS et CSR dans l'AS ! A travers la création des CODESA et l'encadrement de leurs activités, il y a lieu de peser sur le fonctionnement des formations médicales dans les AS concernées. Ceci au niveau de maintenance et amélioration des infrastructures, fonctionnement des prestataires, approvisionnement en matériel médical nécessaire et médicaments (système Infi-logistics(voir infra)) et le développement progressif des structures des mutuelles communautaires.

En ce qui concerne la création et le fonctionnement des OP, ainsi que les fédérations des paysans (comme déjà initié pour la province du Sud Ubangi); cela répond à un besoin criant pour améliorer la sécurité alimentaire et développer progressivement une stratégie de commercialisation des produits de vente (cash crops). Tenant compte de la présence des maladies (comme le mosaïque) qui ont ravagé littéralement la production de manioc (un des aliments de base, ainsi que plusieurs maladies qui ont détruit complètement la culture de café (particulièrement dans les provinces du Nord et Sud-Ubangi, un

encadrement agricole, l'introduction des nouvelles variétés résistantes, une meilleure rotation des cultures, mais aussi l'agriculture forestière (protégeant ainsi la forêt équatoriale ; voir aspect environnement et milieu) sont des conditions sine qua non pour remonter la production agricole. Ainsi le programme contribue considérablement à la sécurité alimentaire. En plus, des initiatives sont prises pour augmenter les possibilités d'écoulement et d'augmentation des revenus. Ceci par l'introduction des filières productrices comme le cacao dans la région de Mooto, mais aussi et surtout pour l'amélioration des conditions d'écoulement. Tenant compte de l'enclavement des régions du programme, combiné avec la dégradation des routes et manque des structures de vente communautaire, de moins en moins d'acheteurs risquent leurs véhicules dans ces régions reculées. D'où une démotivation croissante chez une grande partie des paysans pour augmenter leur récolte. Avec comme conséquence, le cercle vicieux négatif connu de moins de revenus => moins de fréquentation des services essentiels => réserves pour des petites et gros risques médicaux, possibilités de scolarisation des enfants (surtout filles) => vagabondage et (petite) délinquance, augmentation de l'insécurité et manque de cohésion et solidarité comme conséquences néfastes.

Pour briser ce cercle négatif, le développement des structures communautaires, les ventes groupées, l'organisation des travaux Himo surtout pour des dessertes agricoles ainsi que les contacts avec les autorités pour l'entretien/réparation des routes d'intérêts nationales/interrégionales sont d'une importance capitale pour le développement des régions en général.

L'appui au service de formation et scolarisation dans le programme est également d'une importance capitale pour la préparation de la jeunesse à une vie comme adultes responsables. Par les cours d'alphabétisation les couches les plus vulnérables (filles-mères, p.e. groupes des Pygmées dans la région de Mooto) sont (ré)intégrés dans les communautés. Par des cours conscientisants, les apprenties (surtout des femmes) apprennent des notions pratiques (en plus de lire et écrire des notions de calculs qui aident dans les négociations p.e. au marché).

La création/renforcement des structures CRDI/CLD est également très pertinent. Comme structures connues (dans le cas des CRDI) qui coiffent en quelque sorte les structures et activités des différents comités elles créent des structures de participation active au « res publica ». Au lieu des initiatives et activités dispersées, les CLD sont, dans les régions concernées l'émanance, de la force et volonté de la société civile et de ce fait le renforcement de la démocratie de la base ; un modèle de gestion participative, par dialogue et consensus. Beaucoup d'attention est donné à la création des différents comités, le choix démocratique des membres valables et représentatifs, la tenue des réunions, la rédaction des rapports, la vérification de la représentativité des membres présents et le suivi des conclusions et résolutions prises.

Comme recommandation de l'évaluation mi-parcours en 2016 la création d'un bureau et permanence à Kinshasa était formulé. Ce qui a pris forme entretemps. Ceci dans le but de renforcer les contacts au niveau national, l'aspect de lobbying auprès des autorités, bailleurs et autres stakeholders. Cette structure permet également de renforcer l'échange et collaboration avec les autres membres du consortium dans le programme « ensemble avançons », de suivre l'évolution du programme sur le terrain et d'organiser d'échanges avec d'autres ONG sur des thèmes comme la participation communautaire, les mutuelles de santé communautaires, l'animation et sensibilisation, gestion etc. Ce qui donne également l'occasion de nouvelles collaborations, synergies et/ou actions complémentaires.

## **b. COHERENCE**

- **Cohérence par rapport à la stratégie nationale (alignement).**

Il a certainement, dans ce programme, une bonne cohérence des activités choisies par rapport à la stratégie nationale dans les domaines de la santé, agriculture, appui à la société civile sans oublier des aspects genre et environnemental.

Sur le plan de la santé, le programme renforce, selon les normes et recommandations du PNDS qui vise la revitalisation des zones de santé et en plus la promotion d'une meilleure autogestion, le fonctionnement général des services de santé. Dans ce sens les activités qui prennent leur point de départ au niveau d'AS, assurent pas seulement une meilleure compréhension par la population « bénéficiaire » du système sanitaire, mais assurent surtout leur participation dans la gestion des Fosa dans les différents régions. Ceci par des activités communautaires au niveau matériel comme au niveau de sensibilisation, l'augmentation de la fréquentation aux services médicaux etc. Bien que les documents du Ministère de la Santé soulignent l'importance du bon fonctionnement des CODESA<sup>6</sup> et précisent clairement leurs responsabilités, attributions etc., les moyens pour mettre ces aspects en application manquent.

La faible fréquentation des services essentiels est liée au seuil financier (qui empêchent des gens à se faire soigner et ou d'envoyer tous les enfants à l'école. Donc la cohérence entre objectif 1 et 2 est évidente : Les bénéficiaires (hommes, femmes, enfants) augmentent leurs revenus durablement, par l'utilisation du potentiel agricole et d'élevage, afin d'améliorer l'accès aux services de base, prioritairement à la santé. L'augmentation des revenus surtout sur le plan agricole est une « condition sine qua non » pour réaliser l'autogestion et auto-détermination. Ceci ne pas seulement au niveau familial (facilitant ainsi l'accès aux soins de santé la fréquentation des écoles, la dignité et met fin à une assistance permanent de l'extérieur), mais est déterminant également pour la viabilité des fosa comme, pour le moment, le fonctionnement des écoles (contribution des parents pour des frais scolaires, réhabilitation des bâtiments etc.). Par des structures communautaires, comme l'approvisionnement en médicaments essentiels et petit matériel médical, la sensibilisation, des soins préventifs et la création et développent des mutuelles de santé, ainsi que le contrôle sur le fonctionnement du service de santé, il est prévu d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens (matériels et ressources humaines) et d'assurer le fonctionnement des centres de santé par le paiement régulier des factures dues. De même pour le service de l'enseignement, où, sans participation matériel et financier des parents, la qualité et régularité risque de diminuer; avec des conséquences néfastes pour la génération future. Par des cours spécifiques d'alphabétisation on favorise particulièrement la formation des groupes les plus vulnérables et/ou marginalisés. Comme pour le service de santé, la participation active des COPA dans le fonctionnement des écoles est bétonnée dans les documents de base du Ministère de l'enseignement, mais reste ici aussi hélas sans appuis nécessaires.

Afin de changer les mentalités d'assistentialisme et de former des citoyens et citoyennes responsables, l'objectif 3 est intimement lié et tout à fait cohérent aux objectifs 1 et 2. L'objectif 3 vise la participation de la société civile à tous les niveaux de gouvernance. Par la création des comités mentionnés, des fédérations des producteurs agricoles, la création des structures d'entraide, de solidarité, des travaux communautaires ..., les activités du programme mettent un accent particulier sur la conscientisation des devoirs et droits des chacun. Surtout dans une société fragile où depuis des décennies, l'Etat n'est pas en mesure d'assurer les services les plus essentiels pour sa population, il est primordial de développer des exemples et structures démocratique à partir de la base. Ceci pour deux raisons : Enfin d'assurer au moins

---

<sup>6</sup> P.ex.; dans les manuels du centre de santé. Edition Santé pour Tous

au niveau des AS concernées le fonctionnement de ces services et deuxièmement comme appel et rappel permanent aux instances civiles responsables de leur implication et responsabilité écrasante de répondre aux attentes légitimes de leur population. Par une interaction et dialogue permanent, ces deux aspects doivent être promu.

Il va de soi que l'encadrement de CD de ce processus délicat est d'une importance cruciale. La recommandation de l'évaluation en 2016 pour développer davantage cet aspect, pas seulement au niveau de la conscientisation de la population à la base mais également l'aspect de lobbying pour responsabiliser davantage les autorités à différents niveaux, est un défi important. Il s'agit là d'un procès en cours continue par des échanges avec l'équipe cadres des zones de santé, les directions et coordinateurs de l'enseignement, administrateurs du territoire. La création du bureau CD à Kinshasa met également la base pour ce travail de plaidoyer au niveau national. Un monitoring et échange sur l'évolution les résultats et défis, sont des éléments pour alimenter ces échanges.

- **Cohérence par rapport aux autres programmes de coopération intervenant dans le même secteur (harmonisation).**

Enfin d'augmenter l'efficacité et l'efficience (voir supra), dans la perspective d'apprendre et d'améliorer, de façon permanente les différentes activités, CD cherche activement une collaboration avec d'autres partenaires. En plus de la collaboration existante et à développer davantage (voir recommandations) avec les partenaires Foncaba, Bac et Rotary dans le cadre du programme commun, évaluation en 2016 a fait un inventaire des partenaires complémentaires sur le terrain comme :

- ✓ Enabel/CTB et Camene ainsi que l'appui par le programme PBF au Sud Ubangi
- ✓ Worldvision DFID dans le volet santé) et programme Parrsa (programme agricole) au Nord Ubangi.
- ✓ Nous pouvons ajouter : MEMISA et Caritas National dans les AS de Popokabaka
- ✓ MSF dans les AS de CTM Mooto (surtout lors de la crise d'Ebola).

La synergie est démontrée par le partage d'un bureau commun avec Rotary à Kinshasa, des formations et ateliers communs p.e. pour l'aspect Wash du programme, mais reste à être développé davantage<sup>7</sup> (p.ex. ; sur le plan de lobbying et plaidoyer). Sur le terrain une bonne complémentarité existe par rapport aux activités dans le cadre du programme PBF (aspects d'appui institutionnel au fonctionnement des structures des zones différents et aspects de promotion communautaire) avec MEMISA (apport « descendant » à travers les différents échelons par rapport à une approche « remontant » à partir de la base, mais avec une attention particulière à la disponibilité des médicaments essentiels (à travers l'initiative d'inf-logistics et procuracy de petit matériel médical). Avec Caritas il y a complémentarité d'interventions d'assurance pour la sécurité alimentaire, avec MSF dans l'approche urgence et une approche plus structurel de durabilité. Il est à noter néanmoins qu'il n'y a pas d'uniformité dans les approches idéologique et/ou méthodologique. Ainsi la mise en application per exemple du système de gratuité de soins pendant et après la crise d'Ebola dans la région de Bikoro, risque de réduire considérablement les acquis au point de vue conscientisation et la durabilité des activités (p.e. les difficultés d'approvisionnement en médicaments essentiels par le système inf-logistics et la diminution d'affiliation dans les mutuelles communautaires.

---

<sup>7</sup> Un des problèmes pratiques est le champ d'activités et les régions d'intervention différentes.



### c. EFFICACITE ET EFFICIENCE

L'**efficacité** compris comme la capacité d'obtenir le résultat souhaité ou attendu, d'atteindre l'objectif fixé. L'**efficacité** ne doit pas être confondue avec l'**efficience** qui est la capacité de parvenir à un maximum de résultats avec un minimum de ressources. Dans ce sens il n'était pas possible de mesurer, dans le cadre de cette évaluation exactement si les résultats prévus étaient atteints<sup>8</sup>. L'évaluation s'est déroulée en juin-septembre 2018 ce qui est un an après le démarrage effectif du programme 2017-2021 et après une période de veilleuse de plusieurs mois (faute de financement DGD disponible au début du programme. Ceci a provoqué une diminution considérable dans les différentes activités d'encadrement et conscientisation. Il est évident que ce n'est que par des sessions d'animation continues et prolongées que la confiance peut être établie et maintenue et que la quasi-rupture de la majorité des activités pendant des mois a provoqué une diminution considérable du nombre de réunions des différents comités, encadrement agricole ,cours d'alphabétisation, affiliation aux mutuelles etc.

En ce qui concerne l'efficience en général il y a un bon suivi de l'utilisation des moyens par les partenaires locaux (PL) à travers les différentes missions de suivi par les membres de l'équipe CD sur le terrain, des rapports trimestriels, rapport de suivi et évaluation etc. Beaucoup d'attention est également donné à la formation des responsables des PL (avec des formations même à l'étranger dans différents domaines du développement rural). L'encadrement des membres de l'équipe CD est en général apprécié par les partenaires locaux et leur contribution est considérée comme une valeur ajoutée. Sur le plan de l'efficience de l'utilisation des moyens financiers, le respect des principes et règles comptables et des reportages adéquats, les services du bureau AXIOM contrôle de façon mensuelle toutes les dépenses des différents partenaires, émet des suggestions de correction/amélioration et assure ainsi ne pas seulement une bonne utilisation des budgets mis à la disposition des partenaires, mais forme en même temps les responsables financiers et administratifs sur le plan de la tenue rigoureuse d'un comptable selon les exigences des bailleurs extérieurs.

Le fait que le projet CD se déroule dans quatre régions différentes est sans doute un atout pour apporter des acquis d'autres régions mais constitue en même temps un défi pour une utilisation rationnelle du temps des membres de l'équipe CD, et l'utilisation des budgets pour les déplacements, séjour etc.<sup>9</sup>. De même la répartition des tâches entre les différents membres de l'équipe CD ne semble pas encore optimale. Une répartition régionale a cédé la place à une répartition cross-régions et plutôt selon les thématiques. Afin de stimuler l'autogestion et l'autodétermination il est suggéré dans les recommandations de réévaluer l'option des activités dans les régions éparpillées, de bénéficier au maximum des compétences locales et de stimuler l'échange entre des collègues à l'intérieur des différents PL, de faire bénéficier p.e. les partenaires de plusieurs partenaires du consortium des formations reçues par un des membres. Ainsi l'accent du rôle des membres de l'équipe CD pourrait évoluer vers une responsabilité plus importante sur le plan du lobbying et plaidoyer et l'assistance d'AXIOM pourrait progressivement diminuer.

### d. DURABILITE

La durabilité est sans doute un atout très important du programme. Les activités du programme se basent tout d'abord sur une expérience de presque 50 ans le cas du CDI Bwamanda, pour le Sud et le Nord Ubangi,

---

<sup>8</sup> D'ailleurs les TDR démontrent que l'accent de cette évaluation était mis sur une appréciation qualitative de la base méthodologique du programme "la dynamique et participation communautaire ».

<sup>9</sup> Voir à ce propos plusieurs recommandations.

une quarantaine d'années des activités de Projaka et des expériences de plusieurs décennies en intervalles pour le cas du CTM. Bien que l'approche méthodologique ait changé dans le temps et particulièrement une approche « top-down » (sans beaucoup d'implication de la population bénéficiaire) a cédé la place à une approche radicalement communautaire (prenant justement cette implication comme base de d'intervention), le projet bénéficie d'une confiance importante de la part de la population. Et bien que l'ampleur des activités des différents projets a varié beaucoup dans le temps (liés aux affres de la guerre et la situation d'isolement dont surtout les régions Nord- et Sud Ubangi subissent, jusqu'à présent, les conséquences), les résultats de ces efforts (p.e. la mutuelle de santé de Bwamanda avec environ 110.000 affiliés, reste une référence (inter)national. Ainsi la confiance de la population reste un atout majeur. Leur participation active au point de vue humaine et financière est et reste en soi un gage de durabilité. Il est constaté lors de l'évaluation que les projets globaux développés dans la période passée ne diminuent pas que des initiatives multiples sont pris à la base et que le passée n'écrase pas la volonté de s'auto prendre en charge.

Surtout la (re)création des structures CLD/CRDI, CODESA, COPA, OP, PEIG et sections mutualistes responsabilisent les communautés. La compréhension de leur responsabilité et la présentation de changer et avancer ensemble est un élément décisif dans le processus de changement des mentalités et de l'appropriation et un engagement dans leur propre développement. Devenant acteur de leur propre développement et avenir l'attitude de passivité constaté auprès d'une partie de la population cède progressivement à une attitude plus responsable. L'exemple des animateurs, guides, cultivateurs modèles fait relativement tâche d'huile envers d'autres. Il est évident que ce processus demande des efforts à long haleine et demande un encadrement de proximité et continue. Mais la prise de conscience progressive est primordiale pour un développement « intégré » (dans le sens d'intériorisé dans l'esprit et le cœur des gens) et ainsi ressortir un effet durable dans leur progrès. Il est très encourageant de constater qu'à travers le fonctionnement de ces différents comités de multiples activités et initiatives communautaire ont vu le jour dans un temps relativement courtes. Certes les obstacles ne manquent pas et la recherche de l'équilibre juste entre les forces endogènes par rapport à l'appui (complémentaire) nécessaire de l'extérieur, reste un exercice délicat, mais le programme a, dans ce sens, déjà porté des fruits prometteur. Les activités communautaires de réhabilitation aux infrastructures sanitaires et scolaires, des champs et étangs communautaires, la contribution aux cours d'alphabétisation, la participation aux mutuelles de santé, l'implication comme représentants responsables volontaires dans les différents comités (avec une contribution importante des membres au point de vue temps et financière.....) en sont des exemples significatifs. La création d'une fédération des paysans au Sud-Ubangi est un autre exemple ; pas seulement de la volonté ferme des paysans de se réunir pour revendiquer leurs droits pour obtenir des prix raisonnables pour leurs production agricole mais en plus de leur détermination de ne pas accepter la situation d'isolement et de renforcer, de façon commun et uni, des efforts de plaidoyer auprès des instances responsables.

#### **e. IMPACT**

Il est clair que les activités du programme CD ont un impact très important sur la vie et les possibilités d'améliorer les conditions de la vie pour la population dans les 19 aires de sante. On estime d'ailleurs la population touchée par ce programme à environ 200.000. Comme indiqué il s'agit d'une population rurale vivant pour la quasi-totalité en dessous du seuil de la pauvreté qui se trouvait au sein du fameux cercle de pauvreté. La perspective offerte par le projet d'en sortir, à travers des activités très concrètes avec un impact direct sur la qualité de la vie (meilleurs services de santé, protection contre les risques de maladie, scolarisation des enfants, cours d'alphabétisation pour les groupes les plus vulnérables, augmentation des revenus pour des cultures améliorées, possibilités de vente des produits.....), renverse la direction du

spirale négatif et le transformant vers un projet de plus de bien-être. Ceci sur le plan individuel, familial comme communautaire. Dans les domaines de la santé, l'agriculture, l'enseignement comme la vie communautaire une nouvelle dynamique se concrétise. La restructuration des communautés permet, à travers une réflexion d'ensemble de trouver des solutions concrètes aux problèmes qui manifestement dépassaient le niveau individuel. La cohésion et solidarité sociale est renforcée et donne l'occasion à démocratie à laquelle tout le monde qui veut s'engager participe. L'approche inclusive touche et concerne tout le monde. A ce propos, le point de départ de considérer l'AS comme zone d'intervention n'est pas uniquement originale au point de vue conceptuel, mais s'avère comme un élément important de rassemblement de la population. En premier lieu comme les gens se connaissent et se solidarisent plus facilement à ce niveau. Deuxièmement comme la problématique de l'accès aux soins de santé concerne tout le monde, le projet présente des solutions générales et abordables pour quasiment toutes les familles.

## **f. AXES TRANSVERSAUX**

- **GENRE**

Il est évident que le rôle de la femme et surtout sa participation est un défi majeur dans le programme. Par rapport à la position traditionnelle il y a un retard considérable et dans le nouveau programme 2017-2021 les directions de CD ensemble avec les différents PL ont intégré cet aspect dans l'objectif 3 du programme. Comparé au programme 2014 - 2016 dans lequel les évaluateurs constatent que « le programme n'a pas spécifiquement encouragé le renforcement des capacités des femmes en vue d'une participation à la prise de décision et d'impulsion du leadership de la femme dans les communautés ciblées »<sup>10</sup>, il est par exemple très encourageant de constater que l'évaluateur a rencontré au sein des PL Adine et CTM des femmes animatrices très dynamiques (Baby et Mama Titi), que plusieurs sensibilisateurs des mutuelles sont des femmes, la RAF de Mooto est féminin, comme également une femme qui représente les paysans de la région de Boto (CDI-Bwamanda) aux assises de la création de la fédération des paysans du Sud-Ubangi. A chaque occasion les droits des filles et femmes sont soulignés; pour leur scolarisation, pour des soins mères-enfants, comme cultivatrice et dans les réunions. Il est également encourageant de constater que la grande majorité des participants des cours d'alphabétisation sont des filles et des femmes. Le conseil des évaluateurs en 2016 de « mener des activités d'alphabétisation fonctionnelle » est tombé sur un sol fertile. Ne pas seulement par l'initiative pris dans ce sens dans le nouveau programme, mais surtout pas le succès que ces cours fonctionnels ont sur le terrain. Ces cours offrent la possibilité aux filles mères (« drop-outs » du système scolaire), aux mamans qui n'ont jamais vu des bancs de l'école ainsi que des autres groupes marginalisés, d'apprendre de façon fonctionnelle et conscientisante, à leur, écrire et calculer et de reprendre ainsi une place digne au sein de la communauté »

Néanmoins il y a lieu de constater que la participation féminine dans les comités et réunions publiques reste relativement faible. Que peu de femmes prennent des responsabilités comme président ou secrétaire des comités. Que p.e. dans le comité direction de la Fedasu aucune femme n'a été élue. Ceci est sans doute lié aux facteurs culturels, mais démontre en même temps que l'encadrement par CD et ses partenaires doit résolument mettre plus d'accent pour combattre cette injustice.

---

<sup>10</sup> Evaluation p. 43

- **ENVIRONNEMENT**

Plusieurs aspects d'une gestion responsable des ressources naturelles et le respect par rapport à l'environnement sont intégrés dans le programme actuel.

Il s'agit tout d'abord d'un meilleur encadrement des travaux champêtres. Les agronomes/encadreurs du programme luttent contre une mauvaise gestion (p.e. déboisement illicites) de l'environnement. Comme alternative les principes de l'agriculture forestière sont avancés, respectant autant que possible la forêt équatorial unique. Il y a un programme de reboisement qui est initié par Adine (distribution de 10.000 acacias) et qui est suivi par les autres partenaires. L'encadrement agricole vise l'amélioration de la production sans pour autant élargir systématiquement la surface des champs au détriment de la forêt. La rotation des cultures, l'introduction des variétés améliorées ainsi que la promotion des cultures d'une rentabilité plus importante en sont des exemples.

Suite aux maladies qui avaient ravagés les dernières années les cultures de manioc et le café, des nouvelles variétés résistants ont été introduits et distribués. En plus d'autres cultures avec une valeur relativement important (par rapport au poids/volume à transporter) comme le cacao ou le développement des pépinières des palmiers est stimulé (surtout CTM Mooto). A Adine Yakoma la culture de soja, introduit jadis par le projet CDI-Bwamanda, est toujours développé.

Afin de diversifier les sources de revenus, d'améliorer le régime alimentaire et de protéger en même temps la nature particulièrement la faune le programme a intensifié la promotion de la pisciculture, à travers des étangs communautaires. Cela comprend les instructions à la population sur la création des étangs, la distribution des alevins (tilapia), l'encadrement sur pour l'entretien des étangs, l'alimentation des poissons, le vidange, la conservation et le cas échéant la commercialisation.

Ainsi on vise d'assurer sur place la production des différents éléments d'un régime alimentaire équilibré ce qui diminue la dépendance et le besoin de transporter certains denrées pour approvisionner la région. En ce qui concerne le transport certains tronçons (surtout de desserte agricole) sont entretenue de façon communautaire ce qui diminue l'entretien nécessaire par des niveleuses ou autres grands engins et diminue le besoin en carburant.

Un élément important est la présence d'un parc à panneaux solaires au CTM Mooto. Cette installation a la capacité de diminuer considérablement le besoin en carburant pour faire tourner le groupe électrogène pour alimenter les différents services. Dans cette même angle d'idée les différents PL ont des services d'entretien/réparation des moyens de déplacement, atelier de soudure, menuiserie pour fabriquer sur place certains outils, meubles etc. ce qui diminue considérablement les frais de transport. En ce qui concerne le transport, il est à signaler qu'autant que possible pour le déplacement des agents on utilise de moyens légers (comme des moto Yamaha 100).

Les infrastructures des CS et écoles sont construites avec des matériaux locaux, et transformé par des travaux manuels sur place.

Au sien du service de santé l'hygiène et la protection de l'environnement sont des éléments importants. En plus de la présence des incinérateurs (pas partout fonctionnels) la propreté autour des CS est un élément important d'évaluation. Par des soins préventifs et promotionnels on vise de diminuer la dépendance par rapport aux produits manufacturés à l'étranger, nuisible à l'environnement par les charges de transport et conservation.

La protection de l'environnement ne fait, d'autre part, pas encore partie de la mentalité de la plupart des habitants des régions différentes. La destruction sauvage de la forêt pour la fabrication de charbon de bois, comme l'évaluation a constaté dans la région de Bokanga Lonzo, l'érosion voir désertification de certains endroits du plateau des Bateke <sup>11</sup> souligne une manque criante de responsabilité de la part des autorités régionales à ce propos. La population en subit déjà les conséquences de façon directe par la disparition de gibier, des champignons et certains aliments cueillis. Dans il est question de promouvoir davantage cet élément tenant compte des enjeux importants. Ceci ne pas seulement au niveau des activités de développement sur le terrain mais également dans l'aspect lobbying.

---

<sup>11</sup> Cette désertification est d'ailleurs partiellement « compensé » par des reboisements, uniquement avec le but de recevoir des subsides des entreprises occidentaux suite aux règlementation sur l'expulsion excessive de gaz carbonique (sic).

## 5. CONCLUSIONS SUR LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE.

« Last but not least », cet élément a été à la base des Tdr et donc à la base de cette évaluation, réalisé un an (et quelques mois) après le démarrage du programme quinquennal 2017 -2021. Comme mentionné, le but n'était donc pas de faire une évaluation profonde de tous les aspects du programme, mais de palper du doigt si la prise de conscience de la population concernée de leurs droits et devoirs, la création des structures communautaires, la mise en œuvre de certaines initiatives d'intérêt commun, allait mener à une dynamique plus importante des différents communautés.

L'évaluation a démontré que c'est effectivement le cas.

Il est devenu plus clair que l'approche de la dynamique communautaire, telle que choisie par CD dans son programme quinquennal avec d'autres partenaires , FONCABA, BAC et Rotary Club « ensemble, avançons », n'est pas une boîte vide mais se base réellement sur une orientation nouvelle de cette dynamique, qui semble s'accrocher et de s'enraciner petit à petit à la population. Bien que la recherche de l'équilibre juste entre des approches « top-down » et les approches « bottom-up » ne terminera jamais et demande une réévaluation constante (quant aux avantages/désavantages), surtout sur la façon que les deux approches peuvent s'imbriquer. Ceci pour réaliser d'un côté, un développement réellement intégré par la population concernée<sup>12</sup> tout en s'assurant, de l'autre côté, que l'ampleur de cette initiative ne reste pas un « îlot de progrès durable » ,sans impact sur d'autres horizons.

L'approche et surtout la mise en application du choix radical pour le développement à partir de la dynamique communautaire, liant les aspects médicaux, éducation, agriculture et (participation à la) gouvernance à partir de la base, n'est pas seulement relativement nouvelle mais aussi unique en RDC.

Surtout le choix des Aires de Santé est un élément crucial dans la (ré)-union de toutes les couches de la population, comme tous sont concernés, en premier lieu par les problèmes de la santé. Ainsi chaque famille, mais aussi chaque association, est préoccupée pour trouver une solution pour avoir accès aux soins de qualité et surtout de diminuer les barrières financières qui empêchent cet accès.

Dans ce sens, l'approche déterminée ne correspond pas seulement aux attentes et approches des partenaires choisis, mais surtout à une vision d'auto responsabilité et de plus en plus à l'autonomie.

Pendant la mise en œuvre, les problèmes ne manquent cependant pas.

D'abord quant à la quasi absence des notions et structures de réunion et de la mise en commun des efforts dans le domaine du développement intégral. Bien qu'on peut s'inspirer des exemples « traditionnels » comme le likelemba, systèmes de tontine, la solidarité par les membres de la famille en cas de maladie, des « assurances » en cas de deuil et certains travaux communautaires etc., dans le contexte actuel, une approche et méthodologie plus globale semble indiquée. De ce fait, les structures présentes des CODESA, COPA,PO, PEIG, SM comme colonnes d'une maison solide, coiffé par la toiture des CLD/CRDI, ne sont pas seulement originales, mais semblent répondre aux attentes de la population et sont, de plus en plus, compris par eux.

---

<sup>12</sup> Dans ce cas, ce terme est préférable par rapport à « bénéficiaire » ou encore « cible ».

En plus, quant à l'équilibre entre les efforts endogènes et l'appui nécessaire, complémentaire de l'extérieur, les sentiments (d'antan) d'assistentialisme, de se référer aux « nokos » belges, un partage parfait n'est évidemment pas encore atteinte (et ne sera pas atteint aussitôt), mais le principe de l'autogestion gagne, relativement vite, du terrain.

La complexité de l'environnement congolais, les structures injustes entre l'opulence des dirigeants politiques et l'appauvrissement continu de la population, demanderait de mettre plus d'accent sur le changement radical de ce système d'oppression et exploitation continue. Mais, à ce propos et afin d'éviter une répression de plus en plus musclée, même des bains de sang, une évolution des structures locales et leur implication progressive dans le « res politica », semble plus indiqué. Donc, la priorisation dans les objections du programme semble correcte; améliorer l'accès aux services essentiels, (surtout, mais pas exclusivement de santé) (obj.1.), par la diversification des cultures agricoles et l'augmentation des revenus de la population paysanne (obj.2) ce qui mènera à une meilleure prise de conscience quant au respect des droits citoyens, leur participation comme membres de la société civile, à la gestion des services publics, leurs possibilités d'interpeller leurs mandataires, de participer à l'amélioration de la « gouvernance » et de changer ainsi les rapports de pouvoir à l'intérieur du « polis », (obj.3).

Les quatre projets du CD, sont mis en œuvre dans des contextes différents. En soi intéressant et base d'échange et complémentarité, mais ce choix donne néanmoins lieu à plusieurs difficultés d'ordre pratique et engendre des dépenses relativement importantes. En plus de cela, des orientations stratégiques devraient être pris par le CA de Congodorpen pour mieux orienter ses activités dans des partenaires locaux /régions avec plusieurs ou presque sans appuis (extérieurs), enclavées ou (relativement) bien accessibles, de façon géographique concentrée ou plutôt diversifiée/dispersée, le ratio moyens endogènes/moyens extérieurs, les ressources humaines d'appui, ainsi que (les rôles de) la représentation au niveau national. Ceci en préférence sans liens ou sentiments historiques. Dans la répartition des tâches et responsabilités parmi les membres de l'équipe CD au Congo, il y a lieu de souligner l'importance d'un vrai leadership, encadrant et encourageant le processus de la dynamique communautaire. En plus, tenant compte des investissements importants nécessaires pour assurer un encadrement sur le terrain, les rôles entre CD et PL sont à vérifier ainsi que la possibilité d'une certaine concentration géographique et ou synergie avec d'autres initiatives.

En dernier lieu, la collaboration avec d'autres ACNG belges, reste, malgré des belles intentions sur papier, pour le moment encore une boîte relativement vide. Une collaboration, forcée par des contraintes du bailleur, ne marche pas, donc il est question de suivre et d'évaluer, de façon objective, la collaboration réelle, pour en tirer des conclusions. Néanmoins, il est logique, tenant compte de la complexité de la mise en œuvre de ce programme, qu'on peut bénéficier des expériences d'autres membres pour éviter de devoir réinventer la roue ou de tomber dans les mêmes pièges.

Bien que beaucoup plus laborieux, imprévisible que les projets « top-down » sans implication de la population cible, l'approche CD qui se base sur la dynamique communautaire, a plus de chance de promouvoir un développement durable (« intégral » et surtout « intégré »). L'appropriation des initiatives par les membres des communautés est d'après cette évaluation, la condition sine qua non pour un développement durable.

Et dans ce sens, le paternalisme de plusieurs projets des ong internationaux jusqu'à nos jours, est un contre témoignage et alimente l'impression que la manne peut tomber toujours du ciel. Ce qui rend le travail de sensibilisation pour changer la mentalité de « la main tendu » encore plus difficile, mais plus que jamais nécessaire.

Par les différentes visites sur le terrain dans les quatre projets du programme CD il est confirmé que, bien que minoritaires, des gens responsables se mettent debout pour prendre des initiatives communes pour le bien-être de tous. La structuration des différents comités C.R.D./C.L.D., CODESA, COPA, OP, PEIG, section mutualiste, était une étape importante. On a appris la méthodologie de se réunir et de prendre des engagements communautaires. Pendant la première année du programme ils ont déjà contribué aux réalisations matérielles. Il est souhaitable que dans le reste du programme on met aussi des efforts sur la qualité des services (bien que cela puisse facilement aller à l'encontre de l'autonomie supposée des prestataires/directeurs des écoles). Mais ainsi devient réel, en même temps, la force de la société civile. Le développement des structures de mutuelle, l'appui aux services de santé, l'encadrement agricole, les cours d'alphabétisation en sont d'autres exemples. Des services bien appréciés par la population.

Pendant des entretiens avec la population, les chefs coutumiers, prêtres, pères, catéchistes etc. . un élément est devenu clair : la population reconnaît très bien la différence dans l'approche CD par rapport à certains autres programmes et projets de développement. Et ils apprécient qu'ils soient fortement impliqués dans ce processus. La tendance envers l'assistentialisme, même mendicité, ne manque pas, et on ne trouvera probablement jamais l'équilibre juste entre des efforts endogènes et l'appui complémentaire de l'extérieur. Mais l'évaluation a pu apprécier comment, par exemple par des formations, il est possible de motiver et responsabiliser, relativement vite, des gens et de créer ainsi des initiatives portées par la majorité des participants.

Il n'était pas prévu de « quoter » les quatre projets sur leur « degré » de dynamique communautaire. Chaque projet à son histoire (souvent lourde). Cela est le cas pour ADINE/Yakoma et CDI-Bwamanda/BOTO mais surtout pour CTM/MOOTO. Il était néanmoins important que CD a osé de prendre le risque de continuer son engagement et de ne pas pénaliser la population. Les différents entretiens et observations ont démontré que dans les quatre projets les possibilités de construire un projet sur base de la dynamique communautaire sont présentes. Et même à l'intérieur du même projet cette dynamique peut différer énormément (cfr AS MOKILI versus AS IYEMBE dans le projet Mooto).

Dans cette évaluation un accent particulier est mis sur le volet collaboration avec d'autres groupes dans l'objectif de changer les mentalités. Il est clair que des groupes p.e. d'inspiration chrétienne, peuvent avoir un effet très positif sur la compréhension par la population. Des catéchistes, membres des communautés ecclésiales vivantes et d'autres émanances de la « société civile » peuvent jouer un rôle particulièrement stimulant dans le processus, difficile et laborieux, de changement de mentalités. Par leur connaissance du milieu et surtout leur exemple ils peuvent être des animateurs par excellence pour motiver et conscientiser leur population et les encourager de participer à des activités communautaires. En bref aider à atteindre les objectifs du programme. A Yakoma , Kota Koli et Gbado on a pris déjà l'engagement d'intensifier la collaboration et d'assurer des formations dans ce sens. Egalement à Mooto on a mobilisé tous ses catéchistes et CEV pour travailler dans cette direction.

En plus de l'encadrement technique sur le plan de santé, agricole et éducation le programme a besoin des animateurs qui sont des guides pour la population sur le chemin incertain qui mènera vers un autre horizon et perspective. La confiance que la population a déjà en ces personnes, leur exemple, l'intégration totale dans le milieu, utilisant une langue facile compréhensible sont des atouts très importants d'une conscientisation complémentaire. Il serait souhaitable que le programme puisse intégrer ces agents et compléter ainsi l'intégration du message à transmettre et faire intérioriser .



## 6. RECOMMANDATIONS

Dans les recommandations il y a une distinction entre des recommandations;

- aux ACNG du programme,
- à CONGODORPEN
- et aux partenaires (soit de façon générale soit de façon spécifique).

Tenant compte du temps limité, surtout sur le terrain, il s'avérait impossible/irréaliste de faire une identification complète des membres (influent) des différents comités, afin d'arriver à une catégorisation complète. Je crois néanmoins que le rapport des rencontres avec les différents membres (en annexe) représente la réalité du niveau de la compréhension de leurs rôles spécifiques.

### RECOMMANDATIONS

#### **a. AUX ACNG REUNIS DANS CE PROGRAMME :**

- De concrétiser en réalité leurs intentions de collaboration et de synergie telles que formulées dans le programme.
- De documenter davantage les expériences lors de la mise en œuvre des programmes spécifiques, afin d'alimenter un échange structuré, de présenter des acquis, des réussites, comme des obstacles également aux fora d'échange plus large, envers des autorités civiles etc.
- Intensifier, de préférence ensemble, des efforts de plaidoyer auprès de la communauté internationale, des bailleurs, corps diplomatique et les autorités civiles congolaises.
- Développer une stratégie claire de visibilité à l'intérieur du pays comme en Belgique, démontrant bien l'originalité de l'approche ainsi que la probabilité d'atteindre des résultats durables.
- Chercher des thèmes, initiatives, formations et évaluations communes.

#### **b. A CONGODORPEN :**

- Réévaluer la collaboration avec les autres ACNG réunis dans le programme.
- Réévaluer le choix des quatre zones d'intervention par rapport aux éléments mentionnés plus hauts.
- Réévaluer les structures de l'organisation et particulièrement les liens entre le bureau en Belgique et au Congo quant aux coûts/efficacité, coûts et temps utilisés pour les déplacements, rendement du bureau à King (quant aux possibilités de contacts avec les bailleurs, représentation, visibilité.....).
- Transparence totale dans les contacts avec les partenaires locaux.
- Faire preuve d'un vrai « leadership » dans les contacts entre la Belgique et l'équipe au Congo, avec les PL et dans les animations. Comme « guide », il est important de bien cadrer son rôle de s'assurer que les différentes parties prenantes peuvent suivre et intérioriser les propositions et changements, qu'on encourage l'éclosion d'une réflexion critique sur le programme, d'encourager des initiatives locales, tout en bien expliquant quand la base propose des projets irréalistes..... En plus, connaître ses limites quant à l'encadrement technique. Chercher, en cas de besoin, des compétences, expériences complémentaires (p.e. ensemble avec d'autres ACNG)
- Réévaluer, dans cette perspective, les responsabilités et mandats des membres de l'équipe CD au Congo.
- Dialogue ouvert et franc envers les partenaires locaux en ce qui concerne la répartition des responsabilités, attentes, thèmes prioritaires (p.e. de formation) Respect de déboursement des tranches aux partenaires (pour ne pas retarder les activités et décourager les membres des équipes

- Revoir dans le cas de réduction du budget pour un PL aussi la répartition partie PL – partie encadrement CD
- Réévaluer le coût/efficacité de l'encadrement par des membres de l'équipe CD et la dégressivité de cet apport
- Prendre en considération des formations par des experts locaux p.e. sur la commercialisation des produits agricoles
- Réévaluer le coût/efficacité des revues annuelles dans les quatre coins du pays (avec des frais énormes de transport comme résultat).
- Intégrer dans le programme la sensibilisation à travers des groupes d'inspiration chrétienne, comme animateurs pour changer la mentalité de la population et la promotion des actions communautaires.
- Promouvoir partout la synergie des PL avec d'autres partenaires actifs dans la sensibilisation comme dans des différentes activités prévues dans le programme. On pense aux catéchistes animateurs, pasteurs, groupes paroissiaux, des jeunes, les chefs de village..... Qu'on cherche de façon active la synergie à développer avec des associations comme les CRDI, ALASCO, l'initiative de la CENCO, des entrepreneurs, artisans ...
- Surveiller que les PL respectent leur rôle aussi dans l'éclosion et encouragement des associations locales.
- Veiller au respect des principes évoqués plus haut, surtout à travers le démarrage d'appui via des microprojets.
- Repenser l'input à travers le système infi-logistics à certains endroits. Bien que l'idée de base de la responsabilisation des CODESA ainsi que l'assurance de la présence des médicaments de base est très bonne et originale ; le système risque d'être contre-productif dans le sens d'une collision avec des systèmes existants. Tenant compte de la compréhension très limitée de ce système (p.e. quant aux parts sociaux et système (technique) de renouvellement des stocks) par la population et même des membres des CODESA, ainsi que le fait que dans la pratique la gestion des médicaments est dans les mains des structures sanitaires, qu'on cherche dans certains cas, des alternatives; toujours dans la perspective de renforcer la capacité de cogestion à travers des Codesa (participation aux supervisions, formations spécialisées....)

### **c. AUX PARTENAIRES LOCAUX :**

- Transparence dans la gestion générale, y compris la comptabilité et le rapportage.
- Proximité par rapports aux activités sur le terrain. Présence et accompagnement (quasi) permanente auprès de la population.
- Développer la planification des activités avec des indications claires des objectifs et des responsabilités spécifiques. Ceci comme base d'évaluation des résultats.
- Expectations réalistes sur les possibilités d'encadrement par CD.
- Veiller à ce qui l'apport de CD soit compris et intériorisé comme une opportunité, une chance d'une contribution complémentaire au développement endogène. Ceci à travers la compétence de ses agents, venant d'autres régions de la RDC et de l'Europe. Ceci contrairement à une approche qui voit seulement les ressources financières.
- Acquérir une plus grande professionnalité en ce qui concerne le PCM, les outils de gestion de projets etc.
- Chercher des complémentarités entre les partenaires différentes p.e. en ce qui concerne le rapportage financier.
- Eviter la monopolisation/récupération des initiatives des associations existantes, déjà actives dans les domaines d'intervention.

- Veiller à l'amélioration du fonctionnement des différents comités e. a. par un meilleur rapportage et comptes rendus des réunions (indiquant clairement les décisions prises, les responsabilités spécifiques et un calendrier de suivi), une planification des activités/initiatives et, progressivement, le développement des plans annuels.
- La promotion d'une implication plus active dans les services spécifiques comme la participation des membres des CODESA aux supervisons par la Zeds, des membres COSA lors des visites des inspecteurs, informations et participation au fonctionnement de la FEDASU ou autres fédérations, au niveau CLD, échange avec d'autres initiatives dans la région, et en dehors, l'organisation des formations spécifiques (p.e. par rapport au fonctionnement du système de réapprovisionnement de médicaments ou filières d'AGR promettants).
- Assurer le plus vite que possible une comptabilité plus performante afin de pouvoir travailler de façon plus indépendante d'Axiom. A ce point je recommande des échanges réguliers entre les collègues RAF et de faire des rapports financiers en commun.

#### **d. AU PL PROYAKA:**

- Assurer une proximité par ses responsables auprès des activités sur le terrain. Ceci afin de souligner son leadership dans l'accompagnement des activités communautaires et d'éviter la substitution par les agents de CD.
- Veiller à une transparence totale quant aux contacts et projets avec des tiers. Au lieu d'une « chasse gardée », de les considérer comme des opportunités et possibilités d'apports complémentaires.
- Essayer de trouver une situation « win-win » quant aux inputs du système infi-logistics par rapport au système d'approvisionnement de la zone, BDOM et MEMISA. Au lieu de le remplacer, trouver un terrain d'attente d'un appui complémentaire.
- Rentabiliser la formation et l'expérience acquises à travers les formations spécifiques (p.e. les formations en Israël ) avec les autres PL.

#### **e. AU PL CDI BWAMANDA :**

- Tenant compte du poids historique, il est primordial d'essayer de rétablir/améliorer une confiance mutuelle. Ceci par des rencontres régulières, la transparence totale quant à la gestion et rapports financiers.
- Poursuivre le chemin de recherche de la complémentarité des approches. Approche Congodorpen ---structures SDR , CRDI.... Faire de deux cotés, à ce propos, une analyse SWOT dans la recherche des valeurs ajoutées et couverture de lacunes, cherchant de changer certaines menaces existantes en opportunités.
- L'atout de l'existence des services de santé, la mutuelle et surtout la confiance de la population dans ce service est capital, aussi pour la réussite de l'objectif 1 du programme de CD. Pour concrétiser l'objectif 2 de ce programme, le CDI pouvait jouer également un rôle très important, à condition que certaines activités comme l'achat des produits agricoles, l'entretien des routes, l'encadrement des paysans et le service poulailler pouvaient reprendre.
- La création de la FEDASU pourrait donner un « boost » à la prise de conscience des droits des paysans. Il s'agit également d'une opportunité à ne pas rater pour le CDI, tenant compte de son engagement dans ce sens pendant des décennies (reconnu par les autorités et des bailleurs).

#### **f. AU PL ADINE**

- Accentuer dans les activités des différents comités des actions concrètes et surtout l'aspect qualité des services dans les différents comités.
- Redynamiser le fonctionnement du CA.
- Développer, avec Yakoma comme « champ d'expérimentation » et Kota- Koli et Gbabo comme des succursales, une meilleure collaboration et des actions concrètes avec les groupes d'inspiration chrétienne. Documentez bien les expériences afin de faciliter les échanges avec d'autres PL.

#### **g. AU PL MOOTO**

- Assainissement du CA !!!
- Retourner progressivement à une intégration totale du projet « ensemble avançons » dans le CTM
- Utiliser dans ce sens (et sur condition d'une bonne gestion) les potentialités énormes du centre (parc photovoltaïque, groupe électrogène, presse huile, combiné, scie etc., ateliers mécanique et menuiserie complets, palmeraies, plantation de cacao et café, véhicules dépôts etc...) surtout dans le cadre des revenus (qu'on peut investir pour des activités sociaux). Mais surtout dans le cadre de la vulgarisation, apprentissage des métiers, distributions des plantules de filières prometteuses etc. etc.
- Assainissement au niveau du personnel ce qui demande un encadrement extraordinaire et ralentit les activités.
- Intensifier la sensibilisation auprès d'AS (cfr différence étonnante entre la dynamique communautaire à Mokili par rapport à Iyembe.
- Mettre dans les activités des CODESA et COPA plus d'accent sur la qualité (des services de santé, enseignement) que seulement à travers un appui matériel.
- Développer, ensemble avec le curé et vice-président du CA une collaboration structurelle avec les groupes d'inspiration chrétienne catéchistes CEV , bilenge .... Ceci afin de les joindre à vos efforts de changer des mentalités de la main tendue et de concrétiser des actions concrètes. Documentez bien les expériences afin de faciliter les échanges avec d'autres PL.

## Personnes rencontrées lors des missions

### EQUIPE CONGODORPEN

Jean-Marie Pululu	Représentant de Congodorpen au Congo
Aloïs Kuma	Agronome, membre de
Edouard Ngandu	Responsable finances et administration

### PROYAKA

Celestin	Directeur comité exécutif
Matthieu	responsable administratif/financier
6 agents de Proyaka	
CDI- Bwamanda :	
Patrick Ngamo	responsable du projet
Dr. Charles Kambo	MCZ Bwamanda
Mr Kola	Professeur Bikisa
Mr Wele Antoine	Infirmier hôpital de Bwamanda
Membres de l'équipe Cdi-Congodorpen	
Membres des différents comités à Isabe et Mombese	
Infirmiers titulaires à Isabe et Mombese	

### ADINE

Ngaleko Baranga	président CA ADINE
Jean Claude Kabondo	Coordinateur équipe Adine
5 animateurs de l'équipe Adine	
Membres des différents comités à Ngalo et Ntongu	

### MOOTO

CA CTM Mooto :	
Mr EJosepho Efenou	Président
R.P. Adolphe	Vice président
RF Basile	
Dieudonne	Staff CTM Mooto
Kolwa	Staff CTM Mooto
Julien	Chef de collectivité
Mama Titi	Equipe CTM CD
Mr Zacharie	Coordinateur et autres membres de l'équipe CTM CD
Membres des différents comités à Mooto, Botende et Iyembe	

**Divers :**

Mgr Fridolin Ambongo	Archevêque Mbandaka Bikoro (actuellement Kinshasa)
Mgr Uringi	évêque de Bunia
Mgr Dominique Bulamatari	évêque de Molegbe
Mgr Louis Kinga	évêque de Popokabaka
Mgr Kesenge	ancien évêque de Molegbe
Mr Arthur	directeur Caritas Popokabaka
RP Joe Stulens	prêtre à Gemena
Abbé Christophe Yongo	prêtre à Gemena coordinateur de l'enseignement catholique
Mr. Florentin Langi	Coordinateur de l'enseignement technique
Madame Anny	Chargé de l'enseignement programme Enabel
Mr. Ernesto Papa	Chargé programme de santé Enabel Gemena
Mr Kabala	RAF Enabel Gemena
R.P Kungi	Prêtre à Bwamanda
Abbé Leonard	Responsable ISSR Lendisa à Bwamanda
R .P. Freddy	Prêtre/curé à Bwamanda
Mr Nganya	animateur paroisse Gemena, coordinateur Alasco
RS Wivine Mbombo	Directrice APSV Kinshasa
Abbé Egide Mbimba	Directeur Caritas diocèse de Molegbe
Abbé José Abakaya	prêtre/curé Yakoma
Abbé François Telo	prêtre/curé Yakoma
Abbé Benoit	prêtre Kota Koli
Abbe Serge Mpale	prêtre curé à Gbadolite
Abbe Ephrem Kmango	Econome général diocèse Molegbe
Conseillers paroissial	Gbadolite
Monria Edgard	catéchiste conseiller à Mooto
R.P. Sebastien	prêtre à Mooto, Iboko
Abbé Louis	directeur Caritas Mbandaka-Bikoro